

COP26 : appel pour une véritable bifurcation écologique

- Édition : [COP26 : face à l'urgence climatique, la fin du « blabla » ?](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/051121/cop26-appel-pour-une-veritable-bifurcation-ecologique?utm_source=20211105&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xitor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211105&M_BT=2156037219469) par [Délégation France Insoumise à Glasgow](#) le 5 nov. 2021
[https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/051121/cop26-appel-pour-une-veritable-bifurcation-ecologique?utm_source=20211105&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xitor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211105&M_BT=2156037219469](https://blogs.mediapart.fr/edition/cop26-face-lurgence-climatique-la-fin-du-blabla/article/051121/cop26-appel-pour-une-veritable-bifurcation-ecologique?utm_source=20211105&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xitor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211105&M_BT=2156037219469)

Il y a les paroles et il y a les actes. Mais à la COP26, seules les paroles comptent. Car les actes ne sont soumis à aucun droit international contraignant. Le sommet, qui réunit plus de 180 chefs d'Etat qui doivent trouver le moyen d'enrayer la course folle du dérèglement climatique, en va chaque jour de ses nouvelles promesses. Mais pour quel impact ? Par Manon Aubry, Manuel Bompard, Michel Larive, Danièle Obono, à Glasgow.

• *Des mois de préparation, quelques jours pour tout changer. C'est de cette manière qu'est présentée la COP 26, un rendez-vous international majeur qui réunit plus de 180 chefs d'Etat à Glasgow, qui doivent trouver le moyen d'enrayer la course folle du dérèglement climatique. Et chaque jour il en va de nouvelles promesses, toutes plus spectaculaires les unes que les autres : stop à la déforestation, réduction de 30 % des émissions de méthane d'ici à 2030... Les mesures s'enchaînent et font la une de tous les journaux du monde. Mais pour quel impact ?*

Les rendez-vous internationaux s'enchaînent, les actes manquent à l'appel

Il y a les paroles et il y a les actes. Mais à la COP 26, seules les paroles comptent. Car les actes, eux, ne sont pas soumis à un quelconque droit international contraignant. Sommet sur les systèmes alimentaires mondiaux, Congrès de la nature, COP... Les occasions de parler climat ne manquent pas. Et c'est la même rengaine à chaque fois ! Les dirigeants s'y rendent, expriment leurs inquiétudes, réalisent des annonces de choc et repartent chez eux sans qu'aucun acte international ne suive les belles promesses. Alors, c'est de plus en plus la désillusion qui prime : aucune remise en question de la surconsommation, du productivisme, de l'extractivisme ni de la mainmise des acteurs privés sur les décisions publiques, ou encore de la responsabilité des grandes multinationales. Pourtant, selon un rapport de l'ONG *Carbon Disclosure Project*, plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales émanent de seulement 100 entreprises !

Qu'en est-il aussi des promesses de la COP 21 ? Cette dernière, qui s'est tenue à Paris en 2015, a été présentée comme un chamboulement majeur dans la lutte contre le dérèglement climatique, avec l'engagement de 183 pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à contenir le réchauffement en dessous de 1,5°C. Mais ces engagements sont sur une bien mauvaise pente : à l'heure actuelle, l'addition des contributions de toutes les Parties promet encore un réchauffement de 2,7°C à la fin du siècle. Et alors que la tendance devrait être à la baisse depuis l'accord de Paris, les auteurs du Global Carbon Project montrent que les émissions mondiales de CO₂ ont encore augmenté de 0,6 % en 2019. Pour 2021, les chiffres n'augurent rien de bon, étant donné la forte reprise économique mondiale qui s'opère depuis la fin des confinements et le retour des déplacements.

Sans barrière ni contrainte, les dirigeants ont carte blanche pour continuer à polluer, à passer des accords toujours plus climaticides avec les grands groupes industriels, à chouchouter les patrons des multinationales malgré leur impact écologique mondial. Une impunité acceptée car partagée, une poignée de puissants verrouillant la possibilité d'un nouvel ordre mondial écologique parce qu'elle se complait parfaitement dans la conservation de l'ancien monde, et n'a nulle envie de le faire disparaître au risque d'y perdre ses privilèges.

Pour une véritable bifurcation écologique et populaire !

L'heure n'est plus aux mesurette ! Nous avons l'immense responsabilité de trouver des réponses à la plus grande crise de notre temps, sans lesquelles les générations futures ne pourront espérer vivre décemment. Responsables de l'effondrement que nous subissons, c'est bien aux dogmes néolibéraux qu'il faut s'en prendre pour empêcher un véritable chaos climatique et atteindre enfin une harmonie salubre entre la nature et les êtres humains. Un futur qui semble s'éloigner un peu plus chaque jour mais qui n'est pas perdu : ***nous appelons à une véritable bifurcation écologique et sociale !***

Afin de sortir des problèmes mortifères causés par les énergies fossiles et le nucléaire, qui font peser une épée de Damoclès sur nos têtes, les gouvernements doivent dès à présent investir massivement dans les énergies renouvelables. La mise en place d'un pôle public de l'énergie permettra d'en planifier le développement tout en garantissant des prix raisonnables pour que l'énergie reste accessible à tous et nous libère enfin des griffes des actionnaires et des fluctuations du marché. Il doit en être de même pour l'eau, un bien commun inestimable et nécessaire à la vie ! Plus globalement, la scène internationale doit s'engager dans le renouvelable via un traité de non-prolifération des énergies carbonées.

La diminution des émissions de gaz à effet de serre passe aussi par le fait de limiter la consommation d'énergie quand cela est possible. Pourquoi dépenser de l'énergie quand on peut rénover les bâtiments pour qu'ils consomment moins ? Pourquoi en dépenser pour se déplacer en voiture ou en avion là où des transports en commun vertueux et des moyens de transport moins polluants sont disponibles ? Il faut développer massivement le transport public décarboné pour qu'il bénéficie à toutes et tous, et faire de l'écologie non pas une contrainte de vie, mais une alternative accessible.

L'agriculture est également un excellent levier pour diminuer nos émissions de GES et, dans le même temps, limiter les dégâts sur la biodiversité. Une alimentation saine, moins carnée, basée sur des pratiques agroécologiques respectueuses de l'environnement est la clé pour diminuer le rôle de l'agriculture sur le réchauffement climatique. Il faut donc redistribuer les aides européennes vers les productions locales et biologiques, et arrêter de subventionner les méga-industriels de l'agro-alimentaire.

Le libre échange est aussi arrivé à des niveaux d'absurdités qui, au nom du sacro saint marché, défient toute logique. Pourquoi aller chercher à l'autre bout du monde ce que l'on peut avoir sur place ? Nous devons nous engager dans un processus de relocalisation, changer nos modes de consommation, et reprendre la main sur les échanges commerciaux qui jusqu'à maintenant profitent surtout aux grandes entreprises, qui font leurs bénéfices sur la misère humaine.

Enfin, il est temps d'arrêter de faire peser la crise sur les plus pauvres ! Ce sont les plus riches qui, via leurs habitudes de vie et leurs comportements, émettent le plus de CO2. Pourtant, ce sont bel et bien les pauvres qui sont les plus touchés par la crise climatique. Madagascar, qui connaît la première famine liée à ce dérèglement, en est un exemple frappant.

Il faut aussi mettre les grandes multinationales face à leurs responsabilités en instaurant un devoir de vigilance en les rendant juridiquement responsables face aux violations des droits humains et de l'environnement : mettons fin au règne de l'impunité !

Nous vivons une crise mondiale majeure, mais qui n'est pas sans solution. Mais le baratin international qu'on nous sert depuis 30 ans ne peut plus durer. Place aux actes !

Délégation France insoumise à Glasgow

Manon Aubry, Manuel Bompard, Michel Larive, Danièle Obono

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.